

# L'ÉVÉNEMENT

## SYNDICAL

N° 39

26<sup>e</sup> année • mercredi 27 septembre 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

### « POUR QUE ÇA CHANGE, IL FAUDRA SE BATTRE »



THIERRY PORCHET

A l'appel de la gauche et des syndicats, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Berne le 16 septembre pour réclamer des hausses des salaires et des rentes ainsi que des mesures pour stopper l'explosion des primes maladie et contenir les loyers. **PAGES 6-7**

#### POINT DE MIRE

## L'AVS: une conquête sociale de 75 ans!

Sylviane Herranz

Notre assurance vieillesse et survivants (AVS) est une conquête centrale du mouvement ouvrier suisse. L'exigence d'une protection contre la pauvreté au moment de la vieillesse était l'une des neuf revendications de la grève générale de 1918. Une grève survenue à l'issue de la Première Guerre mondiale, sur fond de crise et de vie chère affectant la population. Le conflit a éclaté face à l'intransigeance d'un gouvernement préférant appeler la troupe contre les travailleurs mobilisés à Zurich plutôt que d'accéder à leurs exigences. C'était il y a un peu plus de 100 ans. Malgré l'échec de la grève, puis l'opposition acharnée des bourgeois aux manettes du pays et du patronat, l'AVS a frayé son chemin.

Sept ans après la grève générale, en 1925, le peuple acceptait une modification de la Constitution instituant le principe d'une assurance vieillesse et survivants. Il faudra attendre encore des années pour qu'elle soit transposée dans une loi. Un premier projet est refusé en 1931. C'est en 1947, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, qu'une nouvelle loi voit le jour. Elle est plébiscitée par 80% des votants et entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1948, il y a 75 ans. Les premières rentes allaient ainsi pouvoir être versées. Lundi passé, les membres retraitées et retraités des fédérations syndicales de l'Union syndicale suisse, notamment d'Unia, du SEV, de Syndicom et du SSP, ont tenu à marquer cet anniversaire lors d'une manifestation à Berne à laquelle ont participé des personnalités syndicales et politiques. Sous la devise «L'heure des seniors», ils ont salué en l'AVS une «institution qui a assuré pendant des décennies la solidarité et la cohésion au sein de notre société et entre les générations et qu'il convient de préserver et de renforcer». Ils ont aussi égrené les problématiques et les défis auxquels est confronté notre système de retraites: menace d'un relèvement de l'âge de départ pour tous, réduction annoncée des prestations des caisses de pension dans le cadre de la réforme LPP21, absence d'indexation des rentes et fortes baisses du pouvoir d'achat des pensionnés. Autre constat: l'objectif inscrit depuis 98 ans dans la Constitution disant explicitement que les rentes doivent couvrir les be-

soins vitaux des personnes à la retraite n'est toujours pas atteint. L'instauration d'un 2<sup>e</sup> pilier obligatoire a en effet drainé l'argent des salariés vers la capitalisation et les assureurs privés, au détriment du système de répartition, d'équité et de solidarité qui constitue le socle de l'AVS. Comme l'ont rappelé les retraitées et les retraités des syndicats, l'instauration d'une 13<sup>e</sup> rente AVS permettrait de se rapprocher de l'objectif constitutionnel et de combler quelque peu la baisse du pouvoir d'achat. Pour autant que le démantèlement de la LPP, qui prévoit des baisses de rentes et une hausse des cotisations, soit battu dans les urnes. Aujourd'hui, comme il y a 100 ans, les forces du capital et de la finance continuent de convoiter l'argent des salariés pour augmenter leurs profits. Aujourd'hui, comme il y a 100 ans, la lutte des travailleuses et des travailleurs est indispensable pour améliorer les conditions d'existence des personnes qui produisent les richesses et pour contrer les tendances libérales à l'œuvre jusque dans nos assurances sociales. Il faudra s'en souvenir avant la votation sur la 13<sup>e</sup> rente et sur LPP21, et mobiliser à tous les niveaux pour ne pas revivre le cauchemar d'AVS21, où une poignée de voix ont permis à la contre-réforme de passer, au détriment des femmes qui verront leur vie laborieuse prolongée d'une année... ■

#### PROFIL



Christian Palma Allende, la légèreté du bâti.

**PAGE 2**

#### NÉGOCIATIONS

Electriciens et techniciens à l'offensive.

**PAGE 3**

#### ÉCHAFAUDAGES

Pour de meilleurs salaires et plus de sécurité.

**PAGE 5**

#### UKRAINE

Rencontre avec le président du syndicat du bâtiment.

**PAGE 9**

# VIVRE LÉGER SUR LA TERRE

Des bidonvilles chiliens aux éco-lieux suisses encore à créer, Christian Palma Allende œuvre à un habitat écologique et à un autre mode de vie

Aline Andrey

Si son nom fait écho au 50<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat au Chili, son arbre généalogique ne fait pas mention du président Allende, mort le 11 septembre 1973. «J'avais 5 ans, une famille peu politisée, mais je me souviens des militaires dans la rue de ma ville, à 500 kilomètres de Santiago. L'atmosphère était étrange. Plus tard, j'ai su que ma tante avait été arrêtée dans la capitale à cause de son nom. Heureusement, un policier la connaissant a pu la faire libérer», précise Christian Palma Allende. Sur la dictature, il lui a fallu du temps pour mettre des mots. «Quand on est enfant, tout semble normal. C'est seulement avec le recul que je réalise ce que nous avons vécu: le silence, l'hymne national chaque lundi matin à l'école, l'obligation de porter les cheveux courts et, surtout, le lavage de cerveau. La théorie néolibérale a été très efficace au Chili, jusqu'à aujourd'hui. La droite est soutenue même par des gens qu'elle appauvrit. Et les grands médias transmettent ses discours tels quels.» Il ne cache pas sa déception face au rejet dans les urnes de la nouvelle Constitution en septembre 2022. «Elle aurait pu être un exemple pour le monde entier... mais les mensonges de la droite ont été crus.»

## DES BIDONVILLES CHILIENS...

Au début des années 1990, Christian Palma Allende devient père d'une petite fille et l'un des premiers ingénieurs en environnement du pays. Il travaille pour une ONG à Valparaíso – sa ville de cœur – dans des quartiers défavorisés, collaborant à des actions de sensibilisation aux déchets, de création de potagers collectifs, ou encore de travail sur la mémoire et l'histoire de leurs habitants... A Santiago, il œuvre auprès des «cartoneros», ceux qui, comme leur nom l'indique, ramassent les cartons dans les poubelles. «Notre mission était de les soutenir pour améliorer leurs conditions de travail – ils vivaient dans des bidonvilles ou dans la rue – et leur estime de soi. J'ai appris beaucoup et découvert leur incroyable liberté.» L'environnement et l'amélioration des conditions de vie sont le fil rouge de l'ingénieur qui ne réussira toutefois pas à concrétiser ses projets foison-

nants, notamment autour de l'habitat. «Avec la fin de la dictature et le début de la "démocratie", les aides internationales se sont tariées pour les ONG», souligne celui qui émigrera cependant ni pour des raisons politiques ni professionnelles, mais amoureuses. Suisso-chilienne, sa future épouse et mère de ses deux autres enfants, décide de retourner en Suisse pour finir ses études. Christian Palma Allende la rejoint en octobre 2002. A son arrivée en terre genevoise, ses diplômes n'étant pas reconnus, il travaille dans la restauration, notamment comme pizzaiolo. «J'ai adoré faire des pizzas, être en lien avec le feu, et ne pas devoir réfléchir», sourit celui qui n'est jamais à court d'idées. Les horaires étant trop contraignants, il décide de se former comme masseur, avant de se perfectionner. «J'avais besoin de mieux comprendre l'humain, donc j'ai repris des études de médecine chinoise.» Soigner les êtres et la planète vont ainsi de pair pour celui qui n'aime pas la notion de développement personnel. «Prendre soin de soi, prendre conscience de ses blessures et de ses blocages est un premier pas vers la guérison et la créativité. On peut pleurer toute sa vie le fait d'avoir vécu la dictature ou tenter d'aller au-delà. On a tous les outils en nous.»

## ... AUX ÉCO-LIEUX

Depuis six ans, le thérapeute, divorcé, vit entre la France voisine et le camping de Le Vaud, sa résidence secondaire, où il aime se sentir proche de la nature et des éléments. «Je n'ai plus envie d'habiter dans le béton», souligne-t-il, prônant une sobriété heureuse. En 2019, avec d'autres campeurs, il crée l'association Halege pour développer l'habitat léger ou impermanent, rare en Suisse du fait de lois strictes, comme l'obligation coûteuse de se raccorder aux égouts – alors que des toilettes sèches et des filtres naturels pour les eaux grises suffiraient –, et du manque de terrain. Pour l'heure, *tiny houses*, dômes géodésiques, yourtes, roulottes, n'ont souvent pas d'autres choix que de s'installer dans des campings, du reste encore peu nombreux à accepter ce type d'habitat.

Le rêve de Christian Palma Allende a évolué depuis quatre ans, tout comme l'association dont les membres ont

changé. «Nous souhaitons créer une coopérative avec des micro-maisons sur pilotis, construites avec des matériaux naturels, de 20 m<sup>2</sup> environ, pas déplaçables, mais réversibles. C'est-à-dire qui ne laisse aucune trace si nous partons. L'espace cuisine et la salle de bain seraient mutualisés.» Plus largement, le projet tend à la création d'une société différente où la gouvernance, l'agriculture, l'éducation seraient respectueuses de la terre et de l'humain. Elle se base aussi sur le *low-tech*, autrement dit, des technologies appropriées qui nécessitent peu de moyens,

facilitent les réparations, dépendent de ressources locales. «L'idée est de proposer un habitat innovant, bioclimatique, pour chauffer le moins possible, et qui s'intègre dans l'écosystème. Nous prônons une densification douce, en lien avec le tissu social et économique de la commune qui nous accueillerait. C'est un engagement politique», résume avec enthousiasme Christian Palma Allende. Loin de vouloir se couper du monde, l'association souhaite proposer un autre modèle, rendu possible notamment par le temps libéré du travail salarié, le coût du logement

étant largement réduit. «Mon utopie, c'est que tout le monde puisse faire ce qu'il a envie, et alors l'argent n'aura plus de raison d'être», lance-t-il, la tête dans les étoiles, mais les pieds bien sur Terre. «Peut-être que je ne verrai jamais ce hameau imaginé, mais en parler autour d'un apéro, c'est déjà bien. Même si j'aime que les choses avancent vite...» ■

Pour plus d'informations, aller sur: [habitat-leger.ch](http://habitat-leger.ch)



Ingénieur en environnement et thérapeute, Christian Palma Allende prend soin de la Terre et des humains.

SELON LES SCIENTIFIQUES, LA MER MÉDITERRANÉE SERAIT LA MER QUI CONTIENT LE PLUS DE MICROPLASTIQUES !

## LES TRAITÉS TIRÉS

Ambroise Héritier



# «LES TRAVAILLEURS RÉALISANT LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DOIVENT EN PROFITER»

Les électriciens et les salariés de la technique du bâtiment méritent une reconnaissance de leurs qualifications et de bonnes conditions de travail, explique Aldo Ferrari. Interview

Propos recueillis par Jérôme Béguin

Les négociations pour le renouvellement des Conventions collectives de travail (CCT) de l'électricité et de la technique du bâtiment se sont ouvertes. Soutenus par Unia, les salariés de ces deux branches vont manifester le 7 octobre en début d'après-midi à Zurich. Les explications d'Aldo Ferrari, coresponsable du secteur arts et métiers du syndicat.

## QUESTIONS RÉPONSES

**Pourquoi cette manifestation des électriciens et des salariés de la technique du bâtiment? Et pourquoi une mobilisation commune de ces deux branches?**

Les CCT de ces deux branches arrivent à échéance en même temps et elles sont toutes deux affectées par la transition énergétique, c'est-à-dire qu'elles connaissent une explosion du volume de travail provoquée par la demande d'installation de pompes à chaleur et de panneaux photovoltaïques, avec pour corollaire un manque de personnel qualifié. La manifestation a lieu à Zurich parce que s'y trouve le siège des deux associations patronales avec lesquelles nous sommes en négociations, EIT.swiss et Suissetec. Il s'agit d'une décision militante, ensemble on est plus forts.

**Les travailleurs ne profitent-ils pas de la bonne conjoncture de ces branches?**

Nous pouvons dire qu'ils n'en profitent pas dans la mesure où ils le devraient... Mais dans le cadre du renouvellement conventionnel, nous voulons obtenir une reconnaissance des qualifications de ces salariés et de bonnes conditions de travail. Cela passe par une véritable revalorisation des salaires. L'acceptation de la Loi climat va garantir des carnets de commandes pleins aux entreprises pour les dix prochaines années. Les travailleurs qui sont au front pour réaliser la transition énergétique doivent en profiter.

**Quelles sont les revendications des travailleurs?**

Ce sont de bons salaires, une retraite anticipée, des conditions de travail dignes et du temps. Du temps pour faire du bon travail et pouvoir concilier le métier avec la vie privée. Aujourd'hui, il y a de plus en plus de pressions, de plus en plus de travail et il y a de moins en moins de monde pour le faire. De bonnes conditions de travail vont attirer du monde, réduire la pression et permettre de faire face à la demande de main-d'œuvre qui manque énormément dans ces métiers-là.

**Comment se sont déroulées les premières séances de négociations?**

Les négociations ont débuté plus ou moins bien... Nous sommes confrontés à une exigence de flexibilisation du travail. Les employeurs se rendent bien compte qu'ils manquent de personnel et ils pensent pouvoir y répondre par la flexibilisation et l'augmentation du temps de travail. Nous sommes d'avis que, si un aménagement du temps de travail doit avoir lieu, il doit être réalisé d'abord dans l'intérêt des salariés. Des jeunes, par exemple, sont intéressés à travailler à temps partiel. Et si des heures supplémentaires doivent être effectuées, le travailleur doit pouvoir décider quand elles sont compensées et pas seulement quand ça arrange le patron ou le client.

**Cette manifestation est-elle importante dans le cadre de ces négociations? Les travailleurs doivent-ils se mobiliser?**

Les travailleurs se mobilisent, nous avons une très bonne organisation de militants, nous avons énormément de retours dans les régions, les deux pétitions que nous avons lancées sont très bien accueillies, il y a un réel engagement des salariés qui sont conscients de l'enjeu pour les quatre prochaines années de ces renouvellements conventionnels. Pour certains d'entre eux, les CCT définiront leur salaire à la sortie de l'apprentissage et, pour d'autres, qui travaillent de-



En 2018, la détermination des électros exprimée à Zurich lors de leur manifestation jusqu'au siège de l'association patronale a porté ses fruits et permis des améliorations conséquentes de la CCT. Cette année, ils seront accompagnés par les techniciens du bâtiment.

puis de longues années sur les chantiers à un rythme de plus en plus effréné, la nécessité s'impose d'obtenir une retraite anticipée. Cette disposition existe dans l'Arc lémanique et au Tessin pour la technique du bâtiment, mais pas dans les autres cantons. Je souligne que les travailleurs tiennent, si je puis dire, le couteau par le manche compte tenu de ce besoin de main-d'œuvre grandissant. Il faut que les employeurs comprennent qu'on ne peut pas continuer à augmenter les volumes de travail, les quantités d'heures réalisées sans, en contrepartie, accepter des mesures qui attirent les salariés et permettent de réduire ces heures supplémentaires. On ne peut pas durant toute une vie faire 45 à 50 heures par semaine, il doit y avoir des périodes de récupération. Cet aménagement du temps de travail doit être négocié, les salariés doivent pouvoir décider de leur organisation du travail, bénéficier de respect et de chantiers dignes. Alors oui, c'est une mobilisation importante. Nous avons réalisé une très belle mobilisation il y a cinq ans avec les électriciens, qui a porté ses fruits, nous avons obtenu d'excellentes amé-



Aldo Ferrari s'était adressé aux manifestants à l'issue du cortège.

liorations de la CCT. Ces améliorations doivent se poursuivre et les collègues de la technique ont également besoin de progrès conséquents. Il faut bouger, c'est pour l'avenir, c'est pour les collègues qui ont passé des années sur les chantiers, mais aussi pour les jeunes travailleurs qui vien-

dront ensuite. C'est pour cela qu'ils et elles vont affluer des quatre coins de la Suisse pour le faire savoir le 7 octobre à Zurich. ■

Infos et inscriptions pour les transports gratuits depuis votre région sur: [unia.ch/electro](http://unia.ch/electro) ou [unia.ch/techbat](http://unia.ch/techbat)

## Des soins de qualité, ça se paie!

Environ 90 personnes ont participé au colloque des soins organisé par Unia. Remettre l'humain au centre et s'en donner les moyens financiers sont les grandes revendications

Manon Todesco

Le 2 septembre dernier, à l'occasion d'une journée consacrée aux soins organisée par le syndicat Unia, quelque 90 personnes issues de la société civile et des milieux politiques et scientifiques se sont rassem-



Une nonantaine de personnes ont échangé sur les difficultés rencontrées dans les soins lors du colloque du 2 septembre.

blés pour échanger sur la notion de soins de qualité. Comment les définir et quelles conditions doivent être réunies pour les obtenir?

Au fil d'interventions et de débats, les participants sont tous arrivés au même constat: l'humain doit être remis au centre des préoccupations. «Durant la dernière décennie, les mesures qui ont été introduites vont à l'encontre de cette exigence», regrette Unia, dans un communiqué de presse diffusé à l'issue de ce colloque. «Avec le nouveau financement des soins, ils ont été réduits à des gestes médicaux et orientés vers l'efficacité», des coûts en particulier. Sandra Schmied, infirmière et membre d'Unia, a porté un regard critique sur la situation. «Nous ne pouvons plus nous identifier au travail que nous avons appris avec enthousiasme. C'est aussi pour cette raison que les soignants sont de plus en plus nombreux à aban-

donner la profession, ce qui entraîne davantage de stress et une nouvelle détérioration des soins et de l'accompagnement.»

### AVENIR INQUIÉTANT

C'est imparable: la population vieillit et requiert davantage de soins et d'accompagnement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon l'Observatoire suisse de la santé (Obsan), d'ici à 2040, il y aura 88% de personnes âgées de plus de 80 ans supplémentaires: 54 000 lits en plus seront nécessaires en EMS (+69%) et 35 000 soignants (+49%). «Il n'est pas réaliste de couvrir ce besoin dans le cadre du système actuel», avertit Samuel Burri, responsable de la branche des soins à Unia. «Si rien n'est fait pour changer le paysage des soins et de leur financement, nous irons à une véritable crise en matière de couverture.»

Partant, il paraît évident qu'une grande partie des soins et de l'accompagnement reviendra aux proches aidants. «Cela entraînera encore plus de travail non rémunéré, surtout chez les femmes, avec toutes les conséquences négatives, par exemple des rentes basses et la pauvreté à la retraite, a réagi Tamara Funicello, conseillère nationale socialiste, lors d'une table ronde. D'un point de vue social, c'est tout simplement inacceptable.»

### DÉBAT PUBLIC

Unia tire la sonnette d'alarme. Pour le syndicat, il est urgent que les politiques agissent. «Il faut des mesures immédiates aux niveaux cantonal et national pour maintenir les soignants dans la profession», alerte Véronique Polito, vice-présidente d'Unia. «En fin de compte, c'est la société qui doit s'interroger dans le cadre d'un large dé-

bat: comment pouvons-nous soutenir, accompagner et soigner les personnes dépendantes de soins et les personnes âgées à l'avenir en Suisse tout en assurant une haute qualité des soins? Et surtout: comment pouvons-nous répartir équitablement les coûts qui en résultent via le financement des soins?» De son côté, Unia compte bien poursuivre ses efforts. L'année prochaine, un manifeste sera élaboré dans le cadre d'un large débat, qui devra apporter des réponses à ces questions sociales importantes. «Il faut pour cela une large alliance entre les soignants, leurs syndicats ainsi que des personnes concernées et solidaires de la société civile», a conclu Enrico Borelli, coresponsable de la branche des soins d'Unia. «Nous appelons à rassembler les forces!» ■



# SALAIRES ET SÉCURITÉ AU MENU DES NÉGOCIATIONS DES ÉCHAFAUDEURS

Les négociations pour le renouvellement de la CCT des échafaudages ont démarré. Les revendications portent sur la hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail et de la sécurité

Jérôme Béguin

«Quand l'échafaudage est haut, ça fatigue les bras de tirer la corde et de faire monter des plateaux qui pèsent jusqu'à 40 kilos, c'est dur», témoigne Manuel\*. Cet échafaudageur de 63 ans a participé le 14 septembre à une action des syndicats genevois de la construction dans les Rues-Basses. Alors que s'ouvrent les négociations pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) nationale de la branche avec la Société des entrepreneurs en échafaudages, Unia, Syna et le Sit ont voulu alerter l'opinion publique sur la pénibilité, la dangerosité et la précarité de ce métier. «Je n'ai jamais eu d'accident, mais j'en ai vu beaucoup. Il y a ceux qui tombent parce qu'ils n'ont pas le harnais et les autres qui le portent mais se blessent quand même», explique le travailleur devant un échafaudage recouvrant une façade. «Selon la Suva, il y a 3000 accidents chaque année en Suisse sur les échafaudages, dont 4% conduisent à une invalidité ou à la mort. Les grandes entreprises font appel à des sous-traitants qui emploient énormément de travailleurs temporaires. Ils sont moins sensibilisés malheureusement aux risques d'accident», détaille Thierry Horner, secrétaire syndical du Sit. «Nombre de temporaires ont une petite paie. Moi, je suis fixe depuis quarante ans, alors le salaire va encore, mais le collègue qui arrive dans l'entreprise ne gagne pas beaucoup», indique Manuel. Agé de 53 ans, Joaquim\* travaille, lui, depuis trente ans dans la branche, mais il a changé régulièrement d'employeur.



Les syndicats genevois ont rappelé à la mi-septembre les revendications de la branche.

«Je gagne 4800 francs net, c'est très difficile de s'en sortir à Genève avec un tel salaire», confie l'ouvrier. «Ces dernières années, les augmentations n'ont été que des cacahouètes, 62 francs par mois en 2023. Cela ne couvre pas l'augmentation des prix», ajoute José Sebastiao, secrétaire syndical d'Unia Genève. «L'écart est considérable avec le gros œuvre, nous avons calculé que la différence salariale se monte en moyenne entre 6000 et 7000 francs par an», souligne Pedro Leite, secrétaire syndical de Syna Genève. Si un manoeuvre du secteur principal de la construction peut prétendre à 4800 francs brut, un aide monteur dans l'échafaudage ne touche que 4300 francs.

«Les négociations ont commencé le 19 septembre. Notre objectif est de trouver rapidement un accord sur les salaires pour 2024 et négocier ensuite l'entier de la CCT», explique Simon Constantin, membre de la direction du secteur construction d'Unia et responsable de la branche échafaudages. «Nous avons présenté nos revendications salariales: nous voulons dans tous les cas que l'augmentation de 2,2% du coût de la vie soit compensée sur les salaires effectifs et il est nécessaire d'augmenter significativement les salaires minimums. Nous demandons 4,5%, à savoir entre 200 et 230 francs par mois en plus. Grâce à ça, tous les échafaudageurs auraient le droit à un salaire d'au moins 4500 francs. La réaction des patrons à nos revendications a été plutôt positive et on peut se réjouir que ces négociations aient débuté sur une base constructive. Cette bonne foi de la partie patronale doit maintenant déboucher sur des propositions concrètes acceptables par les échafaudageurs.»

## BESOINS DE FORMATION

En ce qui concerne la CCT, une enquête est toujours en cours auprès des salariés, mais des tendances se dessinent, dévoile le syndicaliste. «A côté des salaires, la question de la sécurité et le problème des intempéries prennent la tête des préoccupations. L'échafaudageur assure la sécurité de tous les acteurs du chantier, mais il est lui-même très exposé lors du montage. En plus d'être



Les échafaudageurs ont un rôle clé sur les chantiers. Ils assurent la sécurité de tous les acteurs qui y travaillent. Mais trop souvent, leur propre sécurité n'est pas assurée et les risques encourus ne sont pas reconnus dans leur rémunération.

pénible, il s'agit d'un travail dangereux, où le risque d'accident est présent à chaque instant, il n'y a bien souvent pas le droit à l'erreur. Or, une grande partie des travailleurs, surtout des temporaires, ne sont pas formés aux travaux en hauteur, ce qui met davantage de responsabilité sur les épaules de leurs collègues.» Une solution consisterait à rendre obligatoire une formation pour les travaux en hauteur à tous les salariés. «Il faut aussi une règle pour que les équipes soient composées d'au moins trois personnes, car les échafaudageurs constatent qu'il est impossible de tenir les règles de sécurité en travaillant à deux.» Unia compte également proposer des solutions pour interrompre le travail en cas d'intempérie ou de canicule, qui touchent particulièrement la branche en augmentant le risque d'accident ainsi que la pénibilité du travail. «Nous avons de nombreux défis à relever, mais nous sommes prêts à mener les discussions pour trouver des solutions et améliorer le quotidien des monteuses d'échafaudages, qui effectuent jour après jour un travail difficile, mais essentiel.» Les négociations reprendront en octobre. ■

\* Prénoms d'emprunt.

## POING LEVÉ

### 356 MALHEUREUX MILLIONS POUR LES PRIMES

Par Jérôme Béguin

Pour nous autres travailleurs, élire des politiciens de droite ne paie pas. On en a encore la confirmation avec cette nouvelle augmentation de l'assurance maladie pour 2024. Une famille de quatre personnes devra sortir jusqu'à 2000 francs de plus cette année. L'initiative fédérale d'allègement des primes tombe dès lors à point nommé. Déposée par le Parti socialiste et soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), elle propose de les plafonner à 10% du revenu disponible. Un tel dispositif existe déjà dans le canton de Vaud depuis 2018, mis en place sous l'impulsion du conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard, aujourd'hui président de l'USS et député à Berne. Vaud fait plutôt figure d'exception puisque depuis dix ans, 19 cantons sur 26 ont réduit leurs contributions à l'assurance maladie. En un quart de siècle, celles-ci n'ont progressé que de 41% tandis que les primes prenaient 142%.

Le texte de l'initiative prévoit de faire supporter la réduction des primes aux deux tiers au moins par la Confédération et le reste par les cantons, pour un coût total de 3,7 milliards. Le Conseil fédéral a rejeté l'initiative, lui opposant un contre-projet beaucoup plus modeste à 493 millions. Au Conseil national, la gauche a pu toutefois modifier ce contre-projet, le portant à 2,2 milliards. C'est déjà mieux, mais c'est beaucoup trop pour le Conseil des Etats, qui s'est arrêté, lui, à seulement 356 millions. Le 12 septembre, les deux Chambres devaient accorder leurs violons et, malheureusement, c'est la version la moins-disante qui a été choisie par une majorité formée de l'UDC, du PLR et du Centre. La Confédération ne filera pas un radis, seuls les cantons devront consacrer entre 3,5% et 7,5% des coûts cantonaux de l'assurance maladie à la réduction des primes pour un montant estimé donc à 356 millions. Cette somme ne représente que le 1% du montant des primes et, si on divise ce chiffre par le nombre d'habitants, on obtient 40 francs par tête de pipe. Pas de quoi pouvoir faire face, alors que s'ajoutent des coûts croissants à la charge des patients, comme les médicaments. Comme l'a indiqué *Le Temps*, les parlementaires de droite ont voté contre l'intérêt de leurs cantons. Les six cantons romands se voient privés d'une aide fédérale de 348 millions. Pierre-Yves Maillard les a interpellés dans l'hémicycle: «Le seul impôt qui n'est pas plafonné dans ce pays est la prime maladie, qui touche les gens qui ont les revenus modestes et moyens. Est-ce parce que les grands sponsors qui financent les campagnes électorales ne sont pas concernés? Est-ce parce que la majorité des personnes qui siègent dans ce Parlement ne souffrent en fait pas de cette prime?»

La charge financière pour la Confédération de la réduction des primes ne doit pas nous impressionner. Avec un budget frôlant les 90 milliards et 3,5 milliards de dépenses supplémentaires en 2024, Berne est plutôt à l'aise. Cette même majorité de droite a d'ailleurs cherché durant cette législature à délester la Confédération de plus de 2 milliards de recettes fiscales au travers des droits de timbre. Ce cadeau aux actionnaires et à la place financière a été sèchement refusé par le peuple (62,7%) l'année dernière à la suite d'un référendum de la gauche. Espérons que le piteux contre-projet connaîtra le même sort et que les électeurs choisiront résolument l'initiative, les deux textes seront opposés lors des votations du 3 mars. ■

## BRÈVES

### SUISSE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LA LOI SUR LE TRAVAIL

Un nouvel affaiblissement de la Loi sur le travail (LTr) se trame. «Les employés de start-up détenant des participations dans l'entreprise doivent être libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail.» Tel est l'intitulé de l'initiative parlementaire (16.442) déposée par le PLR Marcel Dobler en 2016. Depuis, les discussions vont bon train. La dernière communication en date de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N), parue le 30 août, révèle qu'après «une discussion approfondie, elle a finalement décidé de s'en tenir à la version du projet mise en consultation». Elle n'a donc pas précisé la définition d'une start-up ou le type de participation des collaborateurs qui permettrait de se soustraire à la LTr. L'article 46 qui «oblige l'employeur à tenir à la disposition des autorités d'exécution et de surveillance les registres ou autres pièces contenant les informations nécessaires à l'exécution de la loi et de ses ordonnances» – soit l'enregistrement des heures travaillées – pourrait ne plus s'appliquer aux employés bénéficiant d'une possibilité d'acheter des actions. Comme le prévoit l'initiative, ceux-ci pourraient «convenir d'un horaire de travail fondé sur la confiance» et ne seraient donc «pas obligés de saisir leur temps de travail». Dans son communiqué, la CER-N indique qu'elle a adopté le projet par 14 voix contre 8, mais que des propositions «visant à ne pas entrer en matière ou à prévoir des critères restrictifs ont été déposées». Le projet est transmis au Conseil fédéral pour avis, avant que le Conseil national ne s'y penche «à la session d'hiver au plus tôt». ■ AA

### VAUD LE SALAIRE MINIMUM CANTONAL EN BONNE VOIE

Près de 40 000 signatures ont été récoltées par le comité unitaire pour un salaire minimum dans le canton de Vaud, soit bien plus que nécessaire. Deux initiatives, l'une constitutionnelle et l'autre législative, ont été lancées en mai par ce comité constitué notamment des syndicats, dont Unia, et des partis et jeunes de la gauche vaudoise. Le premier texte demande l'introduction du principe du salaire minimum dans la Constitution, le second propose une nouvelle loi fixant un revenu de base de 23 francs brut l'heure.

Les parafes, plus de 19 000 pour chaque texte, ont été transmis le 12 septembre aux communes vaudoises pour contrôle et validation. Alors que 12 000 signatures valables sont requises pour que ces objets passent en votation, un scrutin sur un salaire minimum vaudois est pratiquement assuré. «Les syndicats, partis et associations membres du comité unitaire sont très satisfaits de ce résultat, ce d'autant qu'une grande partie du temps de récolte se trouvait sur une période de vacances. Le comité a ainsi dépassé ses propres objectifs», note le comité dans un communiqué. Il précise encore que toutes les organisations parties prenantes tiennent à remercier leurs membres pour leur engagement pour ce projet. L'activité du comité se poursuit avec le suivi des retours des communes. Le dépôt officiel des signatures est prévu début octobre. ■ L'ES

# «SI NOUS VOULONS QUE ÇA CHANGE, IL FAUDRA SE BATTRE»

A l'appel de la gauche et des syndicats, des milliers de personnes ont défilé le 16 septembre à Berne pour réclamer des augmentations salariales

Jérôme Béguin  
Photos Thierry Porchet

La gauche et les syndicats ont réussi leur rentrée sociale le samedi 16 septembre à Berne. Haute en couleur, la manifestation salariale a drainé des quatre coins du pays jusqu'à 20 000 personnes, selon les organisateurs, de tous horizons professionnels. On a pu croiser des travailleurs du bâtiment et de l'industrie, des employés des transports, des services publics, de l'hôtellerie-restauration et de la vente, des électriciens, des postiers, des imprimeurs, des enseignants ou encore du personnel soignant, beaucoup de retraités et des militants des partis de gauche, des jeunes marxistes et des libertaires.

La banderole ouvrant le cortège donne le ton de la manifestation: «Tout coûte plus cher, augmentez les salaires et les rentes!» Sur les drapeaux, les casquettes et les T-shirts, le rouge d'Unia domine ce courant pénétrant, dans un grand barouf, les rues habituellement calmes de la capitale. Au nombre de 320, les membres d'Unia Vaudois se font remarquer, les percussions de leurs deux fanfares rythmant la marche d'une partie du cortège. Les autres régions romandes du syndicat affichent aussi de bons tronçons. «Qui sème la misère, récolte la colère», prévient la banderole d'Unia Neuchâtel. «Le loyer et l'assurance maladie augmentent, c'est de plus en plus dur de rejoindre les deux bouts. J'espère que nos salaires seront valorisés», témoigne une employée de cantine scolaire rencontrée dans le groupe d'Unia Genève. Un jeune homme porte un drapeau: «C'est ma grand-mère qui m'a invité à venir, c'est ma première manif. Les prix ont bien augmenté, j'ai vu ça avec l'essence pour mon scooter. Ça ne me touche pas trop, car ce sont mes parents qui paient, mais pour les gens qui travaillent, il faudrait que les salaires puissent suivre», confie cet étudiant de 21 ans. Plus loin, chez les Vaudois, un employé communal résume cette baisse du pouvoir d'achat: «Il n'y a pas si longtemps, faire les courses me coûtait encore 50 francs, aujourd'hui, je me rapproche facilement des 100 francs.»

Nous arrivons sur la place Fédérale et tombons sur Cédric Dupraz, casquette d'Unia vissée sur la tête. «Je suis syndiqué depuis longtemps», sourit ce membre de l'exécutif de la Ville du Locle, en charge des Affaires sociales, en expliquant sa présence à la manifestation: «Le Locle est une ville industrielle avec des salaires relativement faibles au niveau suisse, les travailleurs sont confrontés à l'inflation au travers des primes maladie, du loyer et des énergies, il est dès lors fondamental de se mobiliser.» Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, monte alors à la tribune: «Si nous voulons que ça change, il faudra se battre pour des augmentations lors des négociations salariales. Il faudra voter massivement l'année prochaine pour l'initiative pour une treizième rente et celle pour plafonner les primes à 10% du revenu. Ces deux initiatives peuvent tout changer», tonne le socialiste. «Certains patrons sabotent les négociations salariales collectives en ne voulant accorder des augmentations individuelles qu'à une minorité. C'est inacceptable, car cela signifie des réductions de salaire pour la majorité, dénonce, de son côté, Vania Alleva, présidente d'Unia. L'adaptation manquée du renchérissement depuis 2021 dans de nombreuses branches, les hausses des prix et les gains de productivité représentent 5% au moins. Les salaires doivent maintenant augmenter et cela fortement, pour toutes et tous. C'est aussi valable pour les salaires minimums. Personne ne doit gagner moins de 4500 francs.» En 2024, il y aura aussi une votation importante concernant la réforme de la prévoyance professionnelle, LPP 21, rappelle, pour sa part, le président de la section SEV des Transports publics genevois, Vincent Leggiero: «Ce n'est pas seulement une baisse des rentes qui est en jeu, c'est aussi, à travers d'une hausse des cotisations, encore une fois une baisse du pouvoir d'achat.» Et ce mécanicien de conclure: «Nous sommes les producteurs, nous n'avons rien volé, on nous doit cet argent, on nous doit des augmentations de salaire!»



Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées sur la place Fédérale le 16 septembre dernier, pour exiger des hausses des salaires, des rentes, et protester contre la vie chère. La manifestation a été animée par un concert du groupe Da Cruz. Un cortège revendicatif, largement coloré par les drapeaux d'Unia, avait défilé auparavant dans les rues de Berne.



# Les ouvrières de Ceva Logistics se mobilisent pour leurs salaires

Après une première action lors de la grève des femmes du 14 juin, environ 170 employées ont protesté le 14 septembre durant près d'une heure aux portes de leur entreprise



Pendant près d'une heure, le 14 septembre dernier à l'aube, l'équipe du matin de Ceva Logistics a protesté devant l'entreprise pour exiger l'ouverture de négociations sur les salaires et les conditions de travail. Il s'agit pour la plupart de femmes, migrantes, déterminées à faire entendre leur voix.

Sylviane Herranz

C'est une lutte exemplaire que celle menée par les ouvrières de Ceva Logistics à Neuendorf, petite commune du canton de Soleure. Le 14 septembre, environ 170 d'entre elles, soit toutes les employées de l'équipe du matin, se sont rassemblées à l'aube devant leur entreprise pour une action de protestation qui a duré près d'une heure. Elles demandent l'ouverture de négociations pour exiger une hausse de leur salaire misérable. Ce dernier est de 3468 francs brut, sans 13<sup>e</sup> mois, ni indemnités journalières en cas de maladie, pour 42,5 heures d'un travail astreignant par semaine.

que l'entreprise appartient à un grand groupe français qui a profité de la crise ces dernières années», ajoute le responsable logistique et transport du syndicat. En surfant sur la pandémie, la guerre et les difficultés d'approvisionnement, ce groupe, la Compagnie maritime d'affrètement - Compagnie générale maritime (CMA CGM), a vu son chiffre d'affaires croître d'un tiers en 2022. Cette année-là, son bénéfice net a grimpé de 39% pour se porter à 24,9 milliards de dollars. Le propriétaire, Rodolphe Saadé, cinquième homme le plus riche de France, a sextuplé sa fortune entre 2021 et 2023: elle est passée de 6 milliards à 39 milliards d'euros...

### RETOURS DE ZALANDO

Le personnel de ce centre de logistique gère les retours de commandes de Zalando, géant du commerce de vêtements et de chaussures en ligne: ouverture des colis, tri des articles, contrôle visuel, olfactif et au toucher de leur état, puis acheminement vers leur destination future. Chaque employée doit traiter 41 articles par heure, soit environ 338 par jour. Le lundi précédant l'action, l'entreprise annonçait une augmentation de la cadence de 5,1% pour le même salaire. Ceva Logistics occupe environ 500 personnes au centre de Neuendorf, dont 96% de femmes. Près de la moitié sont des intérimaires des sociétés Kelly Services et Adecco. Leurs contrats prévoient seulement 16 heures de travail garanties par semaine. Le surplus dépend des variations des commandes, autant dire que leurs revenus sont au plancher.

### «NOUS VOULONS DU RESPECT ET DE MEILLEURES CONDITIONS»

Pendant ce temps, les petites mains de son empire ne gagnent même pas de quoi vivre. Comme en témoigne Adelina\* de Ceva Logistics, citée par Unia dans un communiqué: «Nous sommes des centaines de femmes, nous faisons un travail méticuleux et rigoureux du matin au soir. En retour, nous voulons du respect et de meilleures conditions. Avec mon salaire, je peux tout juste payer le loyer et les primes d'assurance maladie pour ma famille! On me verse environ 3000 francs, tu n'achètes rien pour cela en Suisse». Elmer\*, lui, est temporaire: «Il m'arrive de n'être payé que 900 ou 1300 francs par mois. Je suis simplement renvoyé chez moi ou convoqué à très court terme. Ce n'est pas conforme à la loi. En même temps, le travail est dur. Il faut que les choses changent.»

### FEMMES SOUS-PAYÉES ET PROFITS GIGANTESQUES

«Les salaires dans cette entreprise au personnel essentiellement féminin sont extrêmement bas en comparaison des autres sociétés de logistique où travaillent principalement des hommes», souligne Roman Künzler d'Unia. Ainsi, la rémunération des ouvrières de Ceva Logistics serait inférieure d'un tiers par rapport aux autres sociétés du commerce en ligne, branche déjà à bas revenus. «Ce qui est choquant, c'est

### REFUS DE NÉGOCIER

Face à cette précarité extrême, les travailleuses, souvent des femmes migrantes, et les quelques hommes œuvrant dans le centre de logistique, ont pris leur destin en main. Ce printemps, dans le cadre d'une enquête et d'assemblées du personnel, ils ont élaboré leurs revendications qui portent non seulement sur une hausse significative de leur salaire et un 13<sup>e</sup> mois, mais également sur des améliorations de leurs conditions de travail, en matière de stress notamment, et le respect de la part de leur employeur. À l'unanimité, ils ont donné mandat à Unia de mener les négociations en leur nom. Le 6 juin, le syndicat écrivait à l'entreprise pour exiger l'ouverture de pourparlers. À l'occasion de la grève des femmes du 14 juin, 166 ouvrières et ouvriers signaient une lettre à leur employeur pour réaffirmer leurs exigences. Quelques jours plus tard, une réponse arrive de la direction européenne de Ceva Logistics basée à Francfort en Allemagne: refus de négocier. Unia pose alors un délai à fin août pour qu'une date de négociations soit fixée. Aucune réponse. D'où l'indignation des travailleuses qui ont décidé de mener l'action de protestation du 14 septembre. «Ce jour-là, nous avons écrit à l'entreprise qui, de nouveau, a refusé toute négociation», explique Roman Künzler. Une semaine plus tard, la situation est identique. «Pour le moment, nous tendons la main. Si le dialogue n'est pas possible, les femmes décideront de la suite à donner à leur mobilisation. Et j'ai le sentiment qu'elles ne vont pas lâcher!»





# «L'ÉTENDUE DES DESTRUCTIONS DÉPASSE L'IMAGINATION»

Président du syndicat du bâtiment ukrainien, Vasyl Andreyev était de passage à Genève cet été. Il évoque la situation dans son pays et la reconstruction de l'Ukraine

Propos recueillis par Iwan Schauwecker

Vasyl Andreyev, 43 ans, est président depuis 2010 du syndicat ukrainien des travailleurs de la construction Profbud qui compte quelque 50 000 membres. Il a vécu à ce jour deux révolutions et une guerre. *Work*, le journal allemand d'Unia, l'a rencontré à Genève pour savoir comment fonctionne le travail syndical pendant la guerre, et ce qu'il attend de la reconstruction à venir.

## QUESTIONS RÉPONSES

**Qu'est-ce que cela vous fait d'être assis ici, au bord du Léman?**

Je suis tiraillé par des sentiments contradictoires. Je n'ai guère dormi les premières nuits. A Kiev, les alertes aériennes et les tirs de roquettes rythment les nuits. A Genève, en entendant un simple bruit de moteur ou une alarme de voiture, je crois avoir affaire à des sirènes. En plus, je pense à mes amis encore sur place, et j'ai un peu honte.

**Mais vous avez pourtant de bonnes raisons d'être ici!**

C'est juste, je passe enfin de nouveau du temps avec ma femme Anna Andreeva et notre fils de 6 ans. Tous deux ont fui l'Ukraine il y a un an et vivent dans le canton de Genève (*L'ES* en avait parlé dans son édition du 30 mars 2022, *ndlr*). Anna est employée par l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB). Mais la vraie raison de mon voyage, c'est la conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT), je fais partie de la délégation ukrainienne.

**La guerre a déchiré votre famille...**

Le 24 février 2022, au lieu de notre réveil, c'est une succession d'explosions

sous nos fenêtres qui nous a tirés de notre sommeil. Je revois encore dans mes souvenirs notre fils courir à travers la pièce en demandant: «Est-ce un feu d'artifice?» Puis il s'est caché sous le canapé, et je crois qu'il a immédiatement compris que la guerre avait éclaté.

**La reconstruction de l'Ukraine après la guerre figurait à l'ordre du jour de la conférence de l'OIT. N'est-ce pas un peu tôt pour parler de reconstruction?**

L'étendue des destructions en Ukraine dépasse tout ce que j'avais vu jusque-là. Pourtant, il est davantage question en ce moment de guerre et de paix que de la reconstruction et de son volet financier. Car nous devons encore nous battre contre un ennemi cruel. Et la victoire n'est pas acquise.

**Le travail syndical est-il encore possible durant la guerre?**

Difficilement. Nous avons subi une hémorragie de membres. Par exemple, quand la Russie a occupé la Crimée en 2014, nos effectifs ont chuté du jour au lendemain de 3000 membres, sans parler des 5000 membres perdus dans les villes de Donetsk et de Louhansk. Ce n'est pas tout: beaucoup de syndicalistes ont dû s'enfuir ou sont tombés au front. Depuis 2022, près de 10% de nos membres ont été enrôlés dans l'armée. Soit plus de 5000 hommes et femmes. Et ce n'est pas simple non plus sur le terrain politique.

**Pour quelle raison?**

En Ukraine, de nombreux partis de gauche étaient étroitement liés à la Russie. Et comme les syndicats participaient à cette dynamique, l'Etat a vu en eux des traîtres à la patrie. Par ailleurs, le secteur de la construction a connu de profondes mutations: de nouvelles entreprises sont apparues

sur le marché et un grand nombre de nos partenaires traditionnels ont fait faillite ou ont passé le flambeau à la nouvelle génération. Jusque-là, on avait plutôt affaire à des entreprises familiales, disposées à trouver des solutions entre partenaires sociaux. Alors que les nouvelles entreprises et leurs patrons réclament une part toujours plus grande du gâteau.

**Votre syndicat Profbud a-t-il été en mesure de combattre cette tendance?**

Nous tenons le couteau par le manche, car le personnel qualifié se fait toujours plus rare. Beaucoup d'hommes ont été blessés ou continuent de mourir au combat. Il y a donc toujours moins de main-d'œuvre, alors que la demande est massive. En ce moment, le secteur occupe 150 000 ouvriers qui paient des impôts et des cotisations sociales. Et selon des estimations, un demi-million de personnes accomplissent du travail non déclaré, sans contrat. Après la guerre, nous aurons probablement besoin de deux fois plus de main-d'œuvre pour la reconstruction.

Notre objectif de syndicat est donc de réduire drastiquement le nombre de travailleuses et de travailleurs non protégés.

**Comment la reconstruction devrait-elle se dérouler à votre avis?**

Nous partons de l'idée que les fonds européens destinés à la reconstruction déboucheront sur des commandes aux entreprises européennes. Autrement dit, la main-d'œuvre active en Ukraine aura des employeurs européens. C'est là qu'il faut intervenir pour réduire le fléau de l'économie informelle. L'UE pourrait contraindre les entreprises à n'embaucher que des travailleurs déclarés.

**La corruption est endémique dans le secteur de la construction...**

C'est hélas vrai. En 2012, quand le championnat d'Europe de football a été organisé en Pologne et en Ukraine, les entreprises françaises et autrichiennes tentées de s'installer chez nous sont reparties, à cause de la corruption. Je pense que les choses vont changer dans la construction,

avec l'arrivée de sociétés internationales. Beaucoup d'entreprises locales ne seront pas en mesure de réaliser les grosses commandes à venir.

**Vous espérez donc la venue d'entreprises internationales?**

Oui, car elles pourraient changer les règles du jeu en Ukraine. Par exemple, le géant autrichien Strabag a l'habitude des commandes se chiffrant en milliards.

**Selon vous, combien va coûter la reconstruction?**

Le gouvernement évalue à au moins 300 milliards d'euros les dommages matériels survenus jusqu'ici. Les infrastructures ont beaucoup souffert: des routes et des ponts ont été détruits, mais aussi des voies de chemin de fer, les poteaux électriques ou les centrales hydrauliques: outre le barrage de Kakhovka, de nombreuses digues ont été volontairement détruites. ■

Article paru dans *Work* du 18 août 2023. Traduction de Sylvain Bauhofer.



«En Ukraine, il est davantage question en ce moment de guerre et de paix que de reconstruction», expliquait le syndicaliste Vasyl Andreyev, présent à Genève en juin pour la Conférence internationale du travail.

## CLIMAT UNE ACTION SYMBOLIQUE POUR ÉPINGLER L'ÉCONOMIE NEUCHÂTELOISE



Lors de la mobilisation internationale Fridays for Future le 15 septembre dernier, plus de 6500 personnes dans huit villes de Suisse ont manifesté pour exiger la fin des énergies fossiles. La Grève du climat Neuchâtel a organisé une remise de prix ironiques aux entreprises et aux institutions qui accélèrent le changement climatique ou participent au statu quo, et violent les droits humains. Lors de leur visite amicale, la vingtaine de militants a ainsi pu pointer du doigt les investissements dans les énergies fossiles et le commerce de guerre d'UBS et de feu Credit Suisse, ou encore Axa et ses liens avec un fonds de pension de l'armée turque et ses investissements dans les banques israéliennes. Postfinance a, elle, reçu un prix «en reconnaissance de ses efforts pour s'éloigner du service public», TransN «en reconnaissance de ses efforts pour limiter le droit de manifester», et l'Hôtel Beau-lac «en souvenir d'un apéro riche de banquiers et de violences policières qui l'ont accompagné», cela il y a une année, jour pour jour. «Nous aurions pu multiplier les exemples pendant longtemps. Le choix que nous avons fait permet d'exemplifier nos critiques, et de dénoncer un système capitaliste globalisé, basé sur une croissance infinie et sur l'exploitation des humains et des ressources naturelles», souligne le collectif, dans un communiqué égratignant aussi au passage Coop, Migros et la Fenaco «qui écrasent les paysannes et les paysans» ou encore l'horlogerie neuchâtoise qui utilise de l'or dont «la provenance n'est pas toujours transparente»...

La prochaine action sera nationale. La Grève du climat invite toutes et tous à participer à la grande manifestation pour la justice climatique qui se tiendra le 30 septembre à Berne dès 14 heures. Elle est organisée par l'Alliance climatique qui réunit plus de 140 organisations de la société civile, dont les syndicats. ■ AA

Manifestation à Berne le 30 septembre, départ à 14h du Bollwerk (proche de la gare) pour la place Fédérale. Plus d'infos sur: [manif-climat.ch](http://manif-climat.ch)

## GLENCORE FAIT MAUVAISE MINE AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS

Solidaires de mineurs péruviens en lutte, l'Union syndicale suisse (USS) et le Solifonds portent plainte auprès de l'OCDE contre la multinationale des matières premières

Jérôme Béguin

L'Union syndicale suisse (USS) et le Solifonds, fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale, ont déposé une plainte contre Glencore auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Une filiale péruvienne du géant suisse des matières premières, Volcan Compañía Minera, ne respecte en effet pas les Principes directeurs pour les entreprises multinationales, ces recommandations édictées par l'institution pour protéger notamment les droits humains et du travail. Volcan refuse de reconnaître les nouveaux statuts du syndicat des mineurs d'Andaychagua. Nichée dans les Andes, cette mine d'argent et de zinc emploie 400 salariés avec des contrats fixes et environ 1100 autres engagés par des sous-traitants généralement avec le statut de temporaires. Selon le Solifonds, les conditions de travail de ces derniers sont pires que celles des employés permanents. Ils descendent à des centaines de mètres sous terre avec un équipement de sécurité insuffisant et doivent supporter des températures supérieures à 40°.

En décembre 2020, une assemblée du syndicat a décidé de modifier ses statuts afin que les intérimaires puissent en devenir membre. Cette modification a été accep-

tée par les autorités, mais Volcan a tenté de la faire invalider par recours. Essuyant un échec, la filiale de Glencore a engagé des représailles en refusant de négocier avec le syndicat et en réduisant les prestations prévues par la Convention collective de travail. Face à cette situation, les mineurs sont entrés en grève fin 2021. «Après deux mois de grève, une autorité régionale avait ordonné la suspension de l'arrêt de travail et l'ouverture de négociations. Les grévistes ont repris le travail, mais il n'y a pas eu de négociations, Volcan ne veut pas parler avec le syndicat», explique Yvonne Zimmermann, coordinatrice du Solifonds. Le syndicat des mineurs a déposé une plainte contre Volcan à l'OCDE. Pour les soutenir, l'USS et le Solifonds, pour leur part, attaquent la maison mère basée à Zoug. «Nous allons insister pour que Glencore assume ses responsabilités, souligne Yvonne Zimmermann, sa société péruvienne doit respecter les droits humains et syndicaux, ce sont les conventions centrales de l'Organisation internationale du travail qui sont violées.» Aucune sanction n'est prévue pour non-respect des Principes directeurs, mais les plaintes auprès de l'OCDE peuvent toutefois déboucher sur une médiation. ■



# «ON NE VA PAS ALLER VIVRE SUR MARS»

Le squat de la Bourdache vit ses derniers jours aux Prés-de-Vidy. L'occasion de questionner le rôle d'un tel lieu alternatif à Lausanne. Reportage

Textes Aline Andrey  
Photos Olivier Vogelsang

«On se prépare. On range notre matériel, nos roulottes. On est bien conscients qu'il va falloir y aller. On n'est pas là pour s'opposer à l'extension de la ville. Mais certains, comme moi, sommes là depuis dix ans.» Il soupire, Jean\*, en nous faisant entrer dans le squat de la Bourdache, aux Prés-de-Vidy, à Lausanne. A terme, ce terrain est dévolu à la construction d'un écoquartier dans le cadre du projet Métamorphose. Mais, avant, quatre ans de fouilles archéologiques sont prévues. «Nous proposons un autre mode de vie, collectif, alternatif. C'est notre choix politique, économique, écologique, culturel.» Sans se poser aucunement en victime, il nous présente le lieu avec Gaëtan et Flex – «Mon surnom depuis que je suis petit», souligne ce dernier. Dans l'ancre de la maison, une cuisine, des souvenirs, un passé qui remonte aux Jardins familiaux des Prés-de-Vidy, démantelés il y a quatorze ans. «Je venais ici quand j'étais gosse avec des copains, se souvient Jean. Ces dernières années, j'ai tenté de trouver un appartement. Mais avec mon dossier, mes poursuites, c'est mission impossible. Et payer 900 à 1000 francs par mois pour un studio, c'est absurde.»

Gaëtan et Flex subsistent avec 250 à 300 francs par mois, argent provenant de petits chantiers et de leur artisanat. «C'est par choix. Je me sens mieux de vivre comme ça. On se débrouille. On récupère la bouffe dans les poubelles d'Aldi. On se nourrit des déchets de la surconsommation», explique Gaëtan, tailleur de pierre, très actif en ce moment dans la rénovation de sa roulotte après avoir passé deux ans en France. «On ne veut pas se tuer à la tâche, ne pas vivre pour travailler, mais proposer un autre modèle», renchérit Flex qui, à côté de ses sculptures, se passionne pour les plantes. Depuis un certain temps, il référence celles présentes sur le terrain, confectionne des pommades, et teste diverses variétés. «Cette espèce de passiflore résiste au gel. Les fruits seront sûrs une fois rouges», indique-t-il. Un étonnant bananier a lui aussi donné quelques fruits. Mais, jusqu'ici, ce sont les kiwis qui prospèrent, tout comme les figuiers, les noyers, les pêchers, les pommiers, les cognassiers. «J'aime vivre dans ce grand jardin», souligne l'autodidacte. Et ce malgré la



Le squat de la Bourdache est l'un des plus anciens de Lausanne. Une vingtaine d'habitants y vivent dans des caravanes et des roulottes de chantier. L'ancienne maison des Jardins familiaux fait office de cuisine, et des toilettes sèches ont été installées. Ce lieu de vie, de rencontres et de concerts, va disparaître au profit de fouilles archéologiques prévues pour une durée de quatre ans, avant la construction d'un écoquartier.

mauvaise qualité du sol pollué aux métaux lourds.

## QUATORZE ANS D'INCERTITUDES

Si les cadavres de cannettes de bières et la scène de musique témoignent de l'aspect cérémoniel du lieu, le cœur n'est plus à la fête. «En ce moment, on ne dort pas beaucoup, on réfléchit, on n'aimerait pas que ce terrain redevienne un terrain vague à notre départ. On veut des preuves que les fouilles commencent tout de suite pour ne pas partir pour rien. Les archéologues creusent-ils en hiver?» questionne

Jean, vingt ans d'expérience d'occupation à son actif, méfiant vis-à-vis des déclarations des municipaux sur le début, dit imminent, des travaux. «Cela fait trois ans qu'on reçoit toujours le même courrier avertissant que ça va commencer. A force de crier au loup, on n'y croit plus!»

Les trois compères précisent ne parler qu'au nom de la Bourdache, qui compte une vingtaine d'habitants. «Chaque collectif a ses propres règles. On se parle, mais on ne vit pas ensemble», précise Gaëtan. Car, sur le terrain, deux autres groupes occupent



deux maisons, auxquels s'ajoutent des squatters vivant dans des camions et des camping-cars. «Pour eux, c'est plus simple, car il leur suffit de tourner la clé pour partir», souligne Jean, qui va devoir, lui, couper un arbre pour bouger sa roulotte de chantier... Les habitants de la Bourdache se sont cotisés pour acheter un tracteur afin de pouvoir déplacer leurs logements. Leur contrat de prêt à usage a été résilié au 31 août dernier. La Ville a saisi la justice. Une audience est prévue le 6 octobre.

«Nous avons toujours eu de bons contacts avec la Municipalité et la

police. On paie nos charges. Avec le temps, j'ai l'impression que la communication devient plus compliquée, moins transparente, regrette Jean. Ils n'ont pas répondu à nos propositions et à nos lettres récentes. Dans l'idéal, on aimerait avoir une proposition d'endroit où nous installer. On est bien sûr prêts à payer une participation. Or, on nous dit d'aller voir ailleurs. Quoi qu'il arrive, on ne va pas disparaître... ni aller vivre sur Mars.» ■

\* Prénom d'emprunt.

## UNE QUESTION ÉMINEMMENT POLITIQUE

La question du squat de la Bourdache et du futur des Prés-de-Vidy a été largement débattue lors du Conseil communal du 19 septembre dernier. Le syndic, Grégoire Junod, a rappelé que le contrat de prêt à usage signé en 2012 entre la Ville et le Collectif concernait des parcelles de jardinage et que les habitations y étaient interdites. «En septembre 2022, les différents collectifs ont été avertis que des travaux allaient commencer. Puis de nouveau en mai 2023 pour le 31 août. Comme dans tout contrat de confiance, notamment avec l'ALJF (Association pour le logement des jeunes en formation, *ndlr*), les collectifs s'engagent à partir lorsque les travaux doivent commencer.» Le syndic a par ailleurs souligné s'être toujours battu pour ne pas résilier des contrats sans l'assurance du début imminent des travaux. Plusieurs interventions de conseillères et de conseillers communaux ont porté sur l'importance du respect du contrat de confiance et de la continuation des contrats de prêt à usage. Si la difficulté de se loger pour les plus précaires a été également martelée, la résolution déposée par Isabelle Bonillo d'Ensemble à Gauche, demandant que le collectif de la Bourdache puisse bénéficier d'un délai convenable et être relogé, a été finalement refusée par 39 non, 14 oui et 11 abstentions.

Contactée, la Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture souligne par écrit que «les occupantes et les occupants peuvent postuler auprès de la Ville pour un appartement en respectant les critères usuels et légaux». Quant au début exact des fouilles, elle explique: «Les travaux préparatoires sont lancés (démolition, clôture du site, pistes d'accès) et le calendrier précis des fouilles à proprement parler sera communiqué prochainement, en tenant compte notamment des enjeux scientifiques et de la mobilisation des équipes de fouilleurs.» A la question de la place des squats, elle répond notamment: «Pleinement consciente des défis que pose le marché de l'immobilier en termes de logement pour certaines catégories de la population, les contrats de prêt à usage sont un outil social parmi d'autres pour soutenir ces personnes. Grâce à ce soutien, ces collectifs peuvent contribuer au même titre que d'autres communautés sur sol lausannois à la richesse, la diversité et la pluralité des pratiques culturelles de notre ville.» ■

## «Le squatter est un citoyen engagé»

**Docteur en sociologie et maître d'enseignement et de recherche à l'EPFL, Luca Pattaroni dirige le groupe de recherche «Hospitalités urbaines» du Laboratoire de sociologie urbaine. Entre autres casquettes, il est aussi président de la coopérative d'artistes Ressources urbaines à Genève. Depuis une vingtaine d'années, il explore «l'expression des différences et de la marginalité dans la ville, en termes de précarité (SDF, migration précaire), de contestation (squats, luttes urbaines), de création (contrecultures) ou encore de débordement (foule en liesse)». Entretien.**

### QUESTIONS RÉPONSES

#### Quelle est l'évolution des squats?

De manière générale, en Europe, depuis vingt ans, les squats sont fragilisés. S'ils subsistent en Italie ou en Espagne, ils sont criminalisés dans les villes du nord, comme à Amsterdam, par exemple. Au tournant du siècle, ce durcissement fait écho à la logique du marché déployée dans l'immobilier. En Suisse, alors que le logement est un bien essentiel, les loyers sont abusifs. Une partie de cette logique est par ailleurs liée aux intérêts des salariés, car nombre de fonds de pension dépendent des investissements immobiliers. A Zurich, par exemple, les relations ont toujours été antagonistes et assez répressives vis-à-vis des squats. A Genève, dans les années 1990, ils ont connu leur heure de gloire. Face à des logements laissés vides pour des raisons spéculatives, locataires et squatters ont fait cause commune contre des propriétaires qui s'enrichissaient, alors que des gens précaires en pâtissaient. Depuis les années 2000, le rapport de force est en défaveur des occupations. Le secteur immobilier poursuit sa logique de rentabilité et de spéculation, mais les territoires sont saturés. Si

quelques collectifs genevois ont pu conclure des contrats de prêt à usage, la plupart ont été démantelés. A Lausanne et dans ses environs, la scène squat est restée plus vivace jusqu'à ces dernières années.

#### Qu'apportent les squats à la ville, à la société?

Les occupations, les squats et ses dérivés, comme les zad ou les coopératives post-squat, s'accompagnent d'expérimentations hors normes, de constructions de modèles alternatifs, de rapports à l'espace, au temps et à la ville autres que ceux régis par l'argent. Le squatter est un citoyen engagé, qui a souvent une proximité avec les milieux militants, associatifs, les SDF, les sans-papiers. Il fait partie d'une forme d'hospitalité de la ville. Il remet en question la prégnance du marché, le rapport mercantile au logement. Le squat a un potentiel expérimental. Il développe des formes d'économie solidaire, de pratiques artisanales et artistiques... Si, dans le post-squat, l'aspect culturel et créatif est valorisé par l'Etat, le côté politique, anticapitaliste, de soutien aux précaires et aux migrants est le plus souvent réprimé.

#### Avec quel futur?

Le squat, dans sa forme la plus littérale – comme occupation illégale d'espaces vides –, n'a pas forcément un grand avenir à moins d'un changement important des rapports de force. Mais il est bien plus que cela: une volonté de se réapproprier collectivement les espaces et les moyens de vie. Dans cette perspective, il a certainement un futur, comme effort de mise à distance du marché. Reste que, sans espace à disposition, cela se complique. Et du moment qu'il y a une contractualisation des occupations, souvent temporaires et donc au final toujours liées aux besoins du marché, ce n'est plus tout à fait du squat, ni le début d'un autre futur. De nouvelles formes de coexistence, d'autres friches du possible, sont encore à inventer... ■